



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 31 janvier 1981

N°102

PRIX : Antilles : 2 F  
France : 3 F

## Editorial

### APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LE TRAIN : TERRORISME ET VIOLENCE DES MASSES LABORIEUSES

La presse a fait état d'un attentat contre un train en France. Cet attentat a coûté la vie au conducteur du train. Il aurait été revendiqué par téléphone, en France même, par le G.L.A. Mais la police, aux dires des journalistes, serait sceptique et n'ajouterait pas grand crédit à cet appel téléphonique.

En Guadeloupe, le G.L.A. n'a pas revendiqué l'attentat - du moins pour l'instant. Et dans l'opinion publique, il n'y a pas grand monde qui croit à la version de l'attentat commis par le G.L.A.

Les enquêteurs penchent donc plutôt pour le crime d'un déséquilibré ou d'un acte stupide dirigé contre la compagnie de chemin de fer (SNCF).

Mais il n'est pas impossible non plus que ce soit un attentat commis par des gens voulant imiter le G.L.A. Depuis que cette organisation a commencé ses attentats à la bombe en Guadeloupe, cela a révélé que beaucoup de gens en avaient suffisamment assez de la situation coloniale pour approuver les actions du G.L.A. ou pour souhaiter faire la même chose avec ou sans le G.L.A.

Il n'est pas impossible que soit cet attentat, soit d'autres puissent être commis par des gens révoltés par la situation aux Antilles ou par le racisme en France.

Mais même si un attentat comme celui qui vient d'être commis contre le conducteur de train en France était l'œuvre de terroristes politiques, il resterait quand même un geste inadmissible.

Il est légitime que des gens en aient plus qu'assez et désirent agir contre la situation et rendent aujourd'hui les violences, l'oppression et l'humiliation subies sous la forme de leur propre violence, mais encore faudrait-il que cette violence s'adresse à ceux qui l'ont suscitée. Les travailleurs de France ne sont pas responsables de la situation coloniale aux Antilles. Ils ne peuvent en payer les conséquences. Ou du moins ceux qui veulent se battre aux Antilles ou parmi les émigrés ne doivent pas confondre les exploités, les ennemis des opprimés avec d'autres opprimés vivant en France. Les exploités et les oppresseurs des Antillais sont aussi les oppresseurs et les exploités des travailleurs blancs.

Que les opprimés utilisent la violence en réponse à la violence des oppresseurs est tout à fait légitime. Mais une telle violence, si elle est l'œuvre de gens spécialisés et organisés séparément de la population, sans liens politiques avec elle, et en particulier sans liens avec la classe ouvrière, ne peut aboutir qu'à des actes de terreur individuels qui ne concernent pas les travailleurs et ne les font pas avancer.

Mais le développement d'une telle action terroriste, son prolongement en une action armée, organisée, ne conduit pas plus à une véritable libération des travailleurs. Puisque la caractéristique d'une telle action est de fournir une armée qui elle, se battra sans les travailleurs et sans leur contrôle.

L'action armée ou violente d'une façon générale n'est favorable que si la population elle-même peut y participer. Et si donc elle est le prolongement de toutes les for-

Suite page 4.

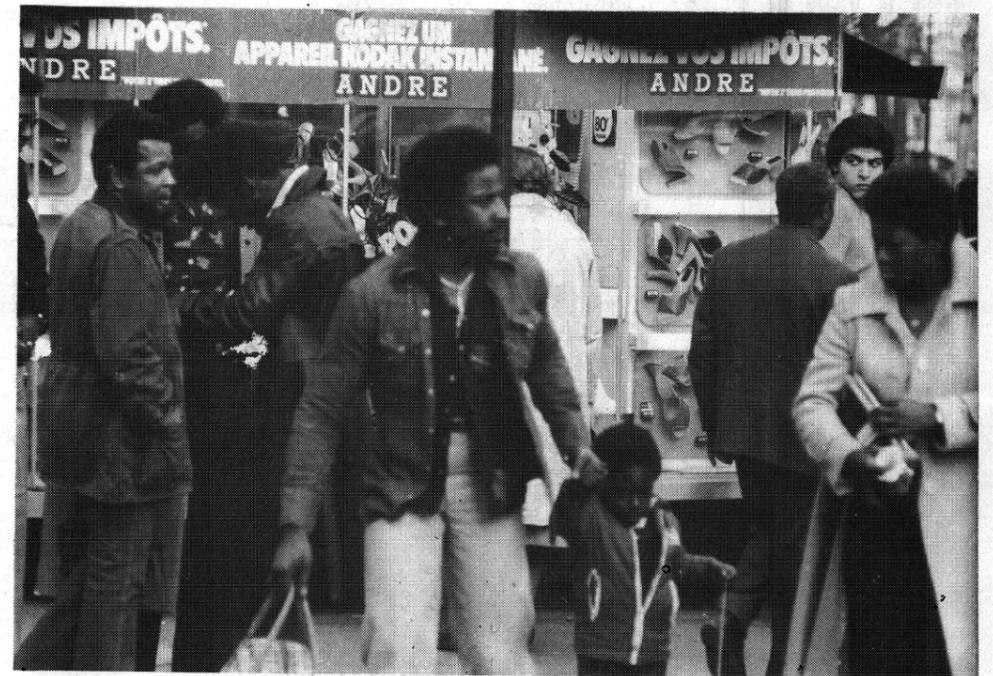
## ÉMIGRATION : NOUS DEVONS COMPRENDRE QUE NOUS SOMMES DES IMMIGRÉS EN FRANCE

Beaucoup d'entre nous, travailleurs antillais en France sont scandalisés du fait que la carte d'identité que nous avons en poche ne nous est pas d'un grand secours face aux difficultés que rencontrent les immigrés en France.

Jusqu'à maintenant il était relativement possible de se loger et de trouver un emploi en France. Aujourd'hui les seules municipalités jusqu'alors accueillantes pour nous déclarent qu'elles ne le seront plus. Ainsi cette semaine le maire de Vaulx-en-Velin, cité que l'on pourrait presque qualifier d'antillaise, dans la banlieue de Lyon, déclarait : « Désormais nous ne présenterons plus aucune demande de logement d'immigrés ou originaires des DOM-TOM, même s'il s'agit de familles résidant déjà à Vaulx-en-Velin ». Nous ne nous étendrons pas sur cette prise de position.

Le maire de Vaulx-en-Velin affirme avoir pris cette décision pour manifester son opposition aux offices de logements gouvernementaux ou privés qui « refusent de loger des immigrés et appliquent ce choix aux originaires des DOM-TOM ». S'il est certain que préfetures et municipalités de droite ne font rien pour le logement des travailleurs immigrés, on peut dire que la voie choisie par le PCF n'est pas la meilleure. Mais ce qui est nouveau dans cette affaire est que, dans les décisions du gouvernement concernant les immigrés, dans les déclarations des maires communistes, nous Antillais sommes considérés comme ce que nous sommes, c'est-à-dire des immigrés.

Face à cette situation, nous n'irons pas, comme l'a fait une organisation de l'émigration, le REA (Regroupement de l'émigration Antillaise), pleurnicher : « Les arguments invoqués à l'encontre des étrangers... ne pourraient fonder les discriminations visant les Antillais jusqu'à nouvel ordre de nationalité française ». Eh bien oui, nous sommes des immigrés, au même titre que ceux qui n'ont pas cette fameuse carte d'identité. C'est vrai que nous devenons des indésirables en France. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Cela fait des années que nous occupons des emplois mal payés que les Français ne choisissent pas. Et maintenant c'est pire. C'est dans les agences de l'emploi que les plus jeunes d'entre nous, que ceux qui sont arrivés récemment font la queue tous les jours. La crise s'aggrave et nous serons aussi, avec tous les immigrés, invités tôt ou tard à rentrer dans nos pays.



Une grande partie d'entre nous s'est inquiétée lors de la bombe chez Coco Chanel. Beaucoup ont protesté : « On va nous chasser ». En réalité ce que nous devons savoir c'est que les racistes n'attendront pas que des bombes éclatent pour nous traiter de « bougnoules venus manger le pain des Français ». Nous devons savoir quel sort ils nous réservent

pour demain.

En fait nous ne sommes pas protégés par notre carte d'identité. Et cela ne peut que s'aggraver. Alors nous pouvons choisir d'avoir deux réactions différentes : la première consiste à pleurnicher, à supplier le gouvernement de bien vouloir respecter notre qualité de « français jusqu'à nouvel ordre » ; la seconde consiste à tout faire pour comprendre notre situation. Et comprendre cela veut dire se battre.

Le REA a choisi la première réaction. Qu'il continue à pleurnicher ! Quant à nous, la seule réponse que nous proposons, c'est la révolte, la lutte.

## MARTINIQUE : LE « NAPALM » REVENDIQUE L'ATTENTAT DU PALAIS DE JUSTICE

C'est par une lettre datée du 16 janvier et envoyée au journal du PPM, « Le progressiste » qu'une organisation jusqu'alors inconnue a revendiqué l'incendie de palais de Justice de Fort-de-France. Cette organisation, le NAPALM (Noyau d'Avant-garde Patriotique de l'Armée de Libération Nationale Martiniquaise) se présente comme l'organisation militaire du Camp Patriotique martiniquais.

Le NAPALM « encourage les autres groupes patriotiques à poursuivre leurs actions habituelles et à renforcer leurs organisations. Toutes les énergies seront nécessaires ».

À défaut d'autres éléments, nous ne pouvons considérer l'existence de ce NAPALM comme plus ou moins plausible que celle du GLAM, qui n'est selon le NAPALM qu'une création des autorités françaises.

En définitive, seuls les événements futurs diront si le NAPALM ou le GLAM, ou les deux, existent réellement, si ce sont des groupes nationalistes ou le fruit d'une provocation policière.

Mais en tout état de cause, nous pensons à Combat Ouvrier que vu la situation coloniale que connaissent les Antilles, il n'est pas du tout étonnant que se créent de tels groupes, qui décident de s'en prendre aux symboles les plus voyants du colonialisme.

Mais ces événements doivent aussi servir d'avertissement aux couches laborieuses des Antilles. Au moment où apparaissent des groupes clandestins qui affirment vouloir chasser en utilisant la violence le colonialisme de la Martinique et de la Guadeloupe, les travailleurs n'ont aucun intérêt à rester passifs

devant les actions effectuées par ces groupes.

Ils doivent eux aussi s'engager profondément dans la lutte contre la domination coloniale, mais avec leurs méthodes, les revendications qui leur sont propres, avec leur organisation propre.

En ce sens, ils participent de manière indépendante au combat anti-colonialiste, aux côtés des organisations petites-bourgeoises ou nationalistes s'il le faut mais sans leur être inféodés, sans être menés par eux, et en fin de compte sans risque de voir leurs luttes, leurs combats servir les intérêts d'autres couches sociales qu'eux. En bref, sans risque de voir le combat pour la libération des Antilles se faire au profit des bourgeois petits ou moyens déjà privilégiés par le système.

# LIVRES : « LA CHASSE AU RACCOON » DE MAX JEANNE

« La chasse au Raccoon » est un roman sur les événements de mars et de mai 1967 à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre.

C'est le premier roman relatant le massacre auquel s'étaient livrées les troupes coloniales dans les rues de Pointe-à-Pitre, tirant à vue et assassinant plusieurs dizaines de jeunes, de travailleurs et de militants.

Ces faits devenus aujourd'hui historiques, Max Jeanne les relate, à sa manière, en un roman dont les aspects à la fois politiques, historiques, sentimentaux, formels (style, langage) sont multiples.

Mai 67 ce fut avant tout le massacre, les arrestations de militants, de dizaines de jeunes et ensuite les procès des militants du GONG et d'autres organisations anticolonialistes. Cela, Max Jeanne nous le fait revivre en mettant en scène des jeunes, des travailleurs, des chômeurs, des militants de l'époque. Beaucoup de ceux qui ont vécu ces événements pourraient se reconnaître totalement ou en partie en « Tambi » le jeune chômeur, « Ti-Pierre » le lycéen de philo découvrant les écrivains nationalistes antillais et réalisant sa première expérience politique autour du CPNJG (Comité Populaire National pour la Jeunesse Guadeloupéenne), en Bolo l'ex-étudiant militant de l'AGEG, marqué par la guerre d'Algérie qu'il a faite contre son gré ; revenu au pays il milite au GONG et sera arrêté et emprisonné.

Mais la tuerie de mai 67 n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Depuis plusieurs années, la situation en Guadeloupe empire à grande vitesse : misère, chômage, émigration sont insupportables. L'émigration est forte, mais elle n'a pas encore vidé le pays de cette grande masse de jeunes chômeurs qui constitue un ferment de colère et d'explosion sociales.

Il y a quelques mois le cyclone Ines a énormément aggravé la situation, saccageant tout sur son passage. Dans les campagnes les cases sont détruites : on mange peu, la misère s'accroît. Puis ce sont les élections législatives avec leur cortège de corruption à grande échelle, c'est l'étalement de la pourriture politique représentée par les politiciens véreux et à plat ventre.

Max Jeanne a choisi St François pour planter toutes ces scènes qui sont encore si proches de nous par le temps et par leur actualité. Il décrit la commune, les préoccupations des jeunes, leurs éternelles discussions au coin des rues, sur les places. Il décrit le chômage, les joies, les peines des pêcheurs, des habitants, et tout cela sur la même toile de fond politique et sociale de la fin des années soixante.

Quant au politicien véreux, c'est Rénardot, maire, président du conseil général. Rénardot pourrait incarner bien des politiciens du pouvoir connus en Guadeloupe au cours des vingt dernières années, il tient à la fois d'un Rinaldo, d'un Bernier et d'un Hélène. Les magouilles, les courbettes devant les supérieurs coloniaux, les pots de vin, l'achat des consciences par le biais de postes distribués dans la commune à ceux qui votent Rénardot, tout cela n'a plus de secret pour notre homme.

Cependant, si Max Jeanne se reporte constamment aux événements historiques, il n'a pas pour autant voulu écrire un « livre d'histoire » ou une chronique. S'il se réfère bien sûr à des événements réels et à des personnages qui pourraient ressembler à bien des gens connus comme cet « instituteur à barbe blanche »... s'il met en scène « Ilmany » du nom du travailleur martiniquais assassiné par les gardes mobiles en 1974, il saute allègrement les étapes et mêle des situations de 1967 avec celles de 1970 ou même de 1978 ou de 1980. Le cyclone Ines ne précède que de

quelques mois la construction des grands hôtels de St François et la suppression des 40 % de vie chère aux fonctionnaires...

Ces « bonds » au-dessus du temps peuvent parfois dérouter mais cela renforce malgré tout la description de la situation coloniale du pays.

Quant au style choisi par Max Jeanne, il surprend dès les premières pages du livre. Le langage qu'il utilise est du créole traduit littéralement (*écoute moi un ptit brin, je n'ai pas grand « zaf faire du temps »*). Mais plus on entre dans le roman et plus on finit par s'y habituer. Il faut remarquer cependant que de ce fait, bien des passages sont quasi-inaccessibles à ceux qui ne connaissent pas la langue créole, et c'est dommage. Autres « surprises », agréables ou désagréables selon les cas : les jeux de mots fréquents qui rappellent le style de « Western » et les passages de la narration aux vers sarcastiques, parfois ternes, souvent moqueurs, violents. Il y a aussi les fréquents passages allant du style réaliste au poème en prose lyrique ou carrément à l'allégorie. Ainsi Chatam, ouvrier, arrêté par les forces de répression, torturé à « la traversée », disparaît. Il est recherché par sa femme Soubadi, enceinte. Celle-ci désespérée monte à Matouba et son histoire se confond alors avec la légende de « Solitude »... on passe à l'épopée Delgrès, à celle de la mulâtresse Solitude. Soubadi se suicide après avoir enfanté un petit « nèg marron » né « libre dans les montagnes »...

Ces passages peuvent déplaire à certains, mais en tout cas, le langage de l'auteur est une continuelle protestation sinon une agression verbale, contre le système colonial et l'exploitation subie par le peuple guadeloupéen.

Un livre beau et intéressant à lire.

Pierre-Jean CHRISTOPHE

## LES OTAGES AMÉRICAINS ONT FAIT LES FRAIS DE LA POLITIQUE DE LEUR PROPRE GOUVERNEMENT



Les cinquante-deux otages américains en Iran ont été libérés depuis près d'une semaine et toutes les radios, les chaînes de télévision en font la une de leurs émissions.

L'information officielle, celle émanant des agences de presse gouvernementales et en particulier du gouvernement américain tente d'apitoyer le monde entier sur le sort des otages depuis un an, sur les « mauvais traitements » qu'ils auraient subis en détention. L'accueil pompeux, le battage publicitaire qui sont faits aux otages, cela est pour le gouvernement américain une manière de faire oublier au monde que pendant près de quatorze mois, sa politique fut tenue en échec par la population iranienne.

Certes, que les otages aient tous été libérés vivants a sans doute été ressenti par tout le monde comme un soulagement, car personne, y compris ceux qui, comme les travailleurs socialistes révolutionnaires, haïssent la politique de l'impérialisme américain, n'aiment entendre que l'on tue ainsi des êtres humains utilisés comme monnaie d'échange. Mais ceci dit, ces cinquante-deux Américains n'étaient pas tous neutres en Iran. Peu ou

prou, ils y étaient pour défendre la politique odieuse de l'impérialisme américain, celle qui a consisté pendant des années à protéger l'une des dictatures les plus féroces du monde, la dictature du Shah, celle qui a consisté à former et entraîner une armée qui tira bien plus d'une fois sur la population, assassinant des milliers de manifestants, celle qui a consisté à aider et conseiller les tortionnaires des opposants iraniens, qui emprisonnés parfois pendant plus de quinze ans, ont subi les pires tortures des mains des hommes de la sinistre SAVAK (police politique du Shah).

Parmi ces cinquante-deux otages, il y a bien des « conseillers » qui furent agents de la CIA ou qui jouèrent, par le biais « diplomatique », des rôles très divers consistant à protéger les intérêts du Shah et de l'impérialisme par tous les moyens en le faisant payer très cher, en sang, au peuple iranien...

Alors devons-nous forcément plaindre ces hommes qui furent détenus pendant plus d'un an en Iran et certainement pas dans les mêmes conditions que les opposants iraniens le furent sous le régime du Shah qu'eux-

mêmes ont soutenu ? Eh bien, non, car si aujourd'hui la propagande de l'impérialisme américain sur ces otages élevés au rang de « héros » voudrait nous faire verser des larmes, nous ne pouvons oublier que dans de nombreux pays sous-développés, c'est sur l'ordre de l'impérialisme américain que sont systématiquement massacrés des dizaines de milliers d'opposants politiques. Le chiffre vient d'être publié pour toute l'Amérique latine, chasse gardée des USA : 95.000 disparus... Certains sont retrouvés parfois dans les charniers découverts des mois ou des années après. Les milliers de détenus politiques d'Uruguay, du Brésil, ceux du Chili où les USA ont soutenu le dictateur Pinochet, la torture pratiquée systématiquement dans les prisons de ces pays, tout cela émane en grande partie de l'impérialisme américain. Les diplomates en poste dans ces pays sont donc directement liés à cette politique-là.

### BRIS DE VITRINES DANS POINTE-À-PITRE

La semaine dernière, plusieurs vitrines de magasin ont été attaquées à coups de pierre. Des tracts trouvés sur les lieux exprimaient une protestation contre la domination des Blancs en Guadeloupe.

D'après Radio-Antilles et France-Antilles, ces tracts n'étaient pas signés et ces actions de jets de pierres n'ont été revendiquées par aucune organisation.

Il est donc difficile de savoir exactement les tenants et aboutissants de telles actions. Cependant, dans la situation actuelle des Antilles, que des Noirs aient pris la décision de protester par des actes à la domination blanche, il n'y a pas de quoi surprendre. Bien des jeunes, bien des travailleurs en ont assez de la situation qu'on leur fait subir ici : chômage, émigration, misère pour eux. Alors qu'ils constatent qu'existent travail, argent, bien-être pour les Blancs. De plus en plus nombreux sont ceux qui expriment cela. Qu'il y en ait donc qui soient passés de la parole aux actes, cela n'est pas étonnant.

## MARSEILLE LA POLICE RATISSE UN QUARTIER IMMIGRÉ.

La presse française, parce que cela lui permet de clouer au pilori le PCF, a fait ces derniers temps ses gros titres sur la situation des immigrés dans les communes à direction communiste. Elle a été beaucoup plus discrète sur l'opération de police menée contre les immigrés à Marseille, opération pourtant des plus révoltantes.

Il y a quelques jours, un quartier entier, habité par de nombreux immigrés d'Afrique du Nord a été bouclé par la police. Cette dernière a procédé à des milliers de vérifications d'identité, allant de rue en rue, de maison en maison. Le caractère raciste de ce contrôle ne fait aucun doute. A ce sujet un prêtre rapporte : « Vers 17 h, je me rendais à mon église St Théophile. Tout le quartier de la porte d'Aix était bouclé. Pourtant j'ai pu circuler librement, comme tous les autres européens d'ailleurs. Les Nords-Africains par contre étaient systématiquement contrôlés... J'ai appris plus tard que certains étrangers ont été bloqués chez eux en début d'après-midi et n'ont pu regagner leur domicile... »

A la suite du ratisseur cinquante à cent travailleurs immigrés en « situation irrégulière » ont été conduits au poste de police.

Une telle opération qui renoue avec les traditions de la guerre d'Algérie confirme que pour le gouvernement, pour sa police tout immigré est un suspect, un criminel en puissance...

Avec l'aggravation de la crise et la volonté de faire apparaître les immigrés comme les responsables du chômage, il y a fort à parier que de telles opérations se renouvelleront. Par la même occasion, elles encourageront tous les racistes à se livrer eux aussi à des agressions contre les immigrés. Les Antillais ne seront pas épargnés par ces agressions. Nous sommes des immigrés comme les autres. Et à ce titre, il est urgent de nous organiser pour faire face.

## FORT-DE-FRANCE : PROCÈS INTENTÉS PAR L'ARMÉE A DES MILITANTS ANTICOLONIALISTES

Le vendredi 23 janvier se déroulaient 2 procès coloniaux intentés par l'armée à des militants politiques.

D'un côté, Camille Chauvet et Guy Cabort étaient poursuivis pour avoir dénoncé les sanglants exploits de l'armée française contre les peuples colonisés dans une brochure intitulée : « La face cachée de la France aux Antilles ».

De l'autre deux militants du Mouvement Indépendantiste de la Martinique, Marie-Sainte et Chénier étaient inculpés pour avoir collé des affiches dénonçant le rôle de l'armée française en Martinique.

Ces deux procès se sont déroulés devant une assistance nombreuse, car plus d'une centaine de personnes avaient tenu à venir soutenir les inculpés, principalement des employés municipaux, car le syndicat CSTM dont Marie-Sainte est l'un des responsables avait lancé un appel à la grève.

Les avocats de Cabort et Chauvet, comme ceux de Chénier et Marie-Sainte ont eu beau jeu de montrer que l'armée française n'avait pas à se sentir diffamée puisque la réalité était qu'elle avait réprimé violemment dans les pays coloniaux, des témoignages ont été lus concernant la torture pratiquée par cette armée et notamment en Algérie !

En ce qui concerne le délit de collage d'affiches injurieuses reproché à Marie-Sainte et Chénier, il n'est pas encore établi puisqu'à l'audience, les deux inculpés, tout en reconnaissant qu'ils étaient d'accord avec le texte des affiches affirmaient qu'ils ne les avaient pas collées.

Les deux affaires ont été mises en délibéré et le jugement sera prononcé le vendredi 6 février.

# LES EMPLOYÉES DE « POINT VIRGULE » POURSUIVENT LEUR GRÈVE



Les grévistes devant le magasin. Dans l'embrasure de la porte, M. et Mme Krimmel.

Les employées de l'atelier de couture « Point-Virgule » sont en grève depuis trois semaines. Jusqu'ici, la patronne Mme Zucker-Krimmel refuse d'inclure les trente minutes accordées pour le repas dans le nouvel horaire. Elle veut les compter en dehors des heures de travail, ce qui ramène l'heure de sortie à 17 h 30 au lieu de 17 h. Or dans l'horaire continu précédent, les employées bénéficiaient de ces trente minutes.

Les employées attendent les élections du bureau syndical prévues pour mardi afin de relancer les négociations.

Mme Zucker-Krimmel pense avoir les grévistes à l'usure. Mais celles-ci se sont organisées. Elle ont organisé une quête de soutien et s'entraident en argent et en nature. Tous les jours elles manifestent leur mécontentement

devant l'atelier et s'installent sur le trottoir avec leur casse-croûte. Elles ont diffusé un tract pour sensibiliser l'opinion publique.

Si Mme Zucker-Krimmel tient tête jusqu'ici, c'est parce qu'elle arrive à fournir quelques vêtements à ses boutiques et cela grâce à deux employées qui ne font pas grève.

Face à la détermination des grévistes elle ne crâne plus comme au début du mouvement. Le tract que les grévistes ont publié l'a mise dans une colère bleue.

De rage elle a même menacé de revenir sur les concessions déjà faites.

Quoiqu'il en soit, elle peut se préparer à piquer d'autres colères car les employées ne sont pas décidées à accepter que leur action soit entravée par deux employées soumises à la patronne.

## Elles dénoncent leurs conditions de travail...

Le tract diffusé par les grévistes de l'atelier de couture « Point-Virgule » dénonce les mauvaises conditions de travail et le comportement méprisant de Mme Zucker-Krimmel vis-à-vis de ses employées.

Un extrait du tract donne une idée de la façon dont travaillent les couturières :

...« Dès neuf heures du matin, le soleil envahit l'atelier qui n'est muni ni d'auvents ni même de rideaux, si bien que nous sommes obligées de fermer les fenêtres. A ce moment-là, nous étouffons de chaleur et la visibilité est nulle pour nous qui travaillons sur des machines à coudre »

... « Le coin repas du midi est situé dans une espèce de cuisine qui sert également de chambre de teinture »...

La seule femme de ménage est considérée comme une bonne à tout faire. Elle doit non seulement nettoyer l'atelier mais faire aussi des courses, aller à la banque faire des versements pour la patronne et aussi livrer des vêtements dans les boutiques. Parfois elle prépare les repas dans l'atelier. Quant au nettoyage du sol, il présente pour cette femme

de ménage un danger car le plancher très vieux est incrusté d'aiguilles.

Mme Krimmel se soucie fort peu des conditions de travail des employées. C'est le rendement à tout prix qui l'intéresse. Avec trois boutiques à Pointe-à-Pitre, une à Basse-Terre et une en Martinique, elle se tire très bien d'affaire.

Si les employées qui sont vendeuses dans ses boutiques se mettaient aussi en grève, Mme Krimmel serait sûrement moins arrogante. Mais le personnel des boutiques a été choisi. Ce n'est pas par hasard qu'il est composé presque entièrement de femmes blanches de gendarmes ou de militaires. Ces vendeuses d'ailleurs sont obligées de venir à l'atelier pour prendre les vêtements. Car l'employée qui fait d'habitude les livraisons est en grève.

Ces femmes ont le même comportement méprisant et arrogant que leur patronne. Elles auraient plus intérêt à se méfier de cette dernière qui les exploite aussi, bien qu'elles aient la même couleur de peau.

# REAGAN REÇOIT SEAGA : L'IMPÉRIALISME VEUT « REPENDRE EN MAIN » LA CARAÏBE

Le premier ministre de la Jamaïque, Edward Seaga, a été reçu cette semaine à la Maison Blanche par le nouveau président des États-Unis, Ronald Reagan.

Le fait que Seaga soit le premier chef de gouvernement étranger à être reçu par Reagan montre l'importance que le président américain compte attribuer à la Caraïbe. En fait, Reagan, ultra-conservateur qui prétend vouloir redonner au monde l'image d'une Amérique « forte », et Seaga, bien connu pour ses relations avec les milieux financiers américains et tout aussi réactionnaire que Reagan, sont bien faits pour s'entendre.

L'un et l'autre prétendent lutter contre « l'influence castriste » dans la Caraïbe, qu'ils affectent de présenter comme le plus grand « danger » pour « l'équilibre de la région ». Un « équilibre » qui, depuis des dizaines d'années, signifie le contrôle par l'impérialisme américain de la plupart des États de la Caraïbe et de l'Amérique centrale, le plus souvent par le biais de dictatures (Haïti, Salvador) pour le plus grand profit des trusts américains.

La constitution à Cuba, puis au Nicaragua et à Grenade, d'États prenant leurs distances avec l'impérialisme, ne peut que gêner celui-ci. Reagan entend donc montrer son désir de « remettre de l'ordre » dans cette situation, y compris, s'il le faut, par la force.

Le soutien ostensible donné à Seaga, non seulement en paroles, mais aussi par une aide financière et surtout militaire, s'inscrit dans cette perspective. Reagan avertit ainsi ceux qui pourraient être tentés de suivre l'exemple de Cuba ou même du Nicaragua que les États-Unis sont prêts à renouer avec la politique du « gros bâton ». L'avertissement vaut en particulier pour les forces de gauche qui tentent actuellement de renverser la dictature militaire au pouvoir au Salvador.

Mais les États-Unis, malgré toute leur richesse et leur puissance, ne pourront éternellement imposer les dictatures à leur solde. L'exemple du Vietnam, il y a quelques années, est à cet égard édifiant. N'est-ce pas Nixon, qui au départ était au moins aussi réactionnaire et belliqueux que Reagan, qui a dû mettre fin à cette guerre ?

## OUVERTURE DE LA RÉCOLTE 81 : LA SITUATION DES OUVRIERS AGRICOLES

Mardi 6 janvier, un protocole d'accord a été signé entre le patronat usinier et les syndicats CGTG, UGTG, UISG, UIG-CFDT et CDTCG.

Le salaire des ouvriers agricoles a été augmenté de 4,11 %. Le coupeur percevra pour une tâche journalière : 110,29 F et l'attacheuse : 107,76 F. Ces augmentations sont très faibles quand on considère que l'augmentation du coût de la vie est de beaucoup plus de 4 %. Quand les charges sociales ont été enlevées, il ne reste plus grand chose aux travailleurs agricoles.

S'il ne doit compter que sur le travail dans les champs, l'ouvrier agricole aura tout juste de quoi survivre. Après une quinzaine, la paye permettra uniquement de régler les dettes à la boutique.

Le salaire est payé pour une tâche qui ne correspond pas à une journée entière de travail. Bien avant la fin de la matinée, le coupeur

a déjà coupé les 417 paquets que les femmes attachent. Les ouvriers agricoles restent donc sans emploi tout le reste de la journée. Ceux qui ont la chance de trouver un petit « job » dans l'après-midi peuvent un peu compenser l'insuffisance de leur salaire.

De plus, l'ouvrier agricole n'a même pas la garantie d'avoir dix jours de travail dans la quinzaine. Bien souvent, comme cela s'est passé au cours des récoltes précédentes, quand il y a trop de cannes par terre et que l'usine ne peut broyer tout de suite, les ouvriers agricoles sont renvoyés chez eux et perdent la journée de travail.

Cette année, avec la fermeture de Darbousier et de Blanchet, ce problème risque d'être plus crucial. Les usines qui restent ne pourront pas broyer à elles seules toutes les cannes.

## TRINITÉ : PROTESTATION DES MARCHANDES

Voilà bientôt deux mois que le marché municipal de Trinité est fermé pour réfection.

En effet, avec le passage du cyclone Allen, le marché fut particulièrement endommagé, ce qui fait que depuis, les marchandes se sont retrouvées dans la rue. Et ce n'est pas exagérer que dire cela : car la municipalité de Trinité les a installées sur un terrain vide près de la place Joyeuse, situé entre la mer et la rue principale. Et cet endroit n'est ni cimenté, ni entretenu, alors que les marchandes font déjà le voyage depuis Marigot, le Lorrain ou Sainte-Marie ou même depuis les quartiers de Trinité et cela dans des conditions inconfortables. Alors se retrouver sous la pluie avec les marchandises, c'est vraiment un comble.

Les marchandes demandent qu'une solution soit trouvée, car une telle situation n'a que trop duré.

## ERRATUM

Dans l'article sur le racisme à l'EDF Martinique paru dans le numéro 101 de Combat Ouvrier, nous signalions par erreur le changement de service du chef de service STE. En réalité, il s'agit du responsable du département « Études et Programme » qui a changé d'affectation. Cette rectification apportée, cela ne change en rien le sens de l'article qui demeure valable.

# ECHOS DES ENTREPRISES

## CAISSE GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (FORT-DE-FRANCE) ASSURANCES SOCIALES : QUAND LE SOUS-DIRECTEUR MOUSTIN N'ACCEPTE PAS L'IMAGE QUE LUI RENVOIE SON MIROIR

Dans sa note de service n° 6/81, notre génial Moustin attire l'attention des cadres de la sous-direction des prestations, sur l'exemple qu'ils doivent donner en étant ponctuels.

Gageons que ce personnage aux solutions originales retardera sa montre d'une bonne vingtaine de minutes pour répondre lui-même aux exigences de sa note de service.

« L'exemple vient, dit-on, d'en haut ».

## BASSIN DE RADOUB (SIGBR) LE PATRON CHANGE... CHANGEZ NOS SALAIRES !

« Pinokio », le directeur de la SIGBR se voit menacé de perdre des galons. Car d'après les bruits qui courent, il ne ferait plus partie de la SIGBR et serait remplacé par Rein, le directeur de la Socaltra.

Rein aura peut-être deux salaires tandis que « Pinokio » perdra le sien. Cela ne regarde qu'eux. Mais nous, ouvriers du Bassin de Radoub, nous voulons que notre salaire rejoigne celui de Socaltra, puisque c'est cette entreprise qui dorénavant nous emploie.

## EDF MARTINIQUE : DÉPART À LA RETRAITE D'UN TRAVAILLEUR ESTIMÉ

Un pot a été organisé à l'occasion du départ à la retraite de notre collègue Catherine, chef d'exploitation à la centrale de Pointe-des-Carières.

Un très grand nombre de travailleurs ont tenu à venir trinquer avec celui qui était apprécié de tous grâce à son honnêteté et à sa serviabilité. Et le fait d'être cadre ne l'empêchait pas de montrer sa combativité : il participait régulièrement à toutes nos actions collectives. Et c'est cela qui a fait que nous étions venus lui dire au-revoir avant qu'il ne quitte l'entreprise.

Au-revoir et non adieu, car pour ceux qui veulent réellement participer à la vie sociale, aux combats et aux luttes des travailleurs, la retraite n'est pas une fin, mais un moment de la vie. Il y a encore d'autres combats à mener, et nous souhaitons que nous retrouvions notre collègue à nos côtés demain, comme il était à nos côtés hier.

## BASSIN DE RADOUB (CAMIC) : UN DÉBRAYAGE VICTORIEUX

Après plusieurs années de travail, les ouvriers de l'entreprise étaient toujours sous-

qualifiés, et à toutes les demandes de révision des qualifications, Ogé opposait un refus catégorique !

Le vendredi 23, à la prise du travail, nous avons observé un arrêt de travail à ce sujet et Ogé a du céder immédiatement !

Ce seul débrayage de quelques heures a suffi à régler une affaire qui durait depuis plusieurs années ! Comme quoi, la lutte paye !

## SOCALTRA : ET POUR QUELQUES FRANCS DE PLUS...

A la Mécanique, nous travaillons le bronze à la demande du client. Celui-ci fournit un morceau de bronze dont nous facturons le poids.

Après passage sur les différentes machines (tour, fraiseuse, perceuse), cette pièce perd souvent plus de la moitié de son poids en copeaux. Par la suite, sur notre temps personnel, nous récupérons les copeaux de bronze que nous vendons. Cela nous rapporte au bout de plusieurs mois quelques centaines de francs, à partager entre tous les ouvriers de l'atelier.

C'est sans doute la valeur extraordinaire de cette somme récoltée au bout de plusieurs mois qui pousse Rein à vouloir récupérer ce

bronze qui ne lui appartient pas, puisque le client l'a déjà payé !

## MARTINIQUE : DANS LA MÉTALLURGIE LES OUVRIERS ARRACHENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRE

Le 22 janvier, s'est tenue une réunion entre les syndicats de la Métallurgie (CGTM et CDMT) et les patrons en vue de la revalorisation des salaires.

Après maintes discussions, les capitalistes ont dû céder une augmentation allant de 15 à 17 %, avec de plus une augmentation de 4 % pour les travailleurs des plus petites entreprises. La convention collective signée il y a un an prévoit en effet une clause de rattrapage pour les salaires les plus bas qui sont distribués par ces entreprises.

Cette augmentation fait passer le salaire du manoeuvre (salaire le plus bas) de 2.100 F à 2.500 F.

Cette augmentation appréciable traduit le fait que dans ce secteur, les travailleurs se sont organisés durant les dernières années. Il y a eu de nombreuses grèves dans ce secteur au cours de l'année. Il y a, dans la Métallurgie, des ouvriers combatifs. Ceci n'est sans doute pas étranger à l'attitude des patrons qui ont préféré céder même de très mauvais gré, plutôt que d'affronter les travailleurs de façon ouverte.

# RÉPONSE AU GRS : QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE CONFORME AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ?

« De fait, un glissement stratégique est en train de s'opérer, C.O. fait du pied aujourd'hui au camp national-populiste. Le terrain politique qu'occupait cette organisation est abandonné peu à peu au profit de l'occupation de celui racialisé. Le pouvoir colonial devient le pouvoir blanc, le militant révolutionnaire se mue en « Noir Céleste », l'État ouvrier guadeloupéen de demain se réduit à un vague « État des Noirs ».

Ainsi nous critique le G.R.S. dans son journal, Révolution Socialiste, du 24.01.81. Et le G.R.S. conclut de cette constatation que :

« C'est évacuer un peu vite et à peu de frais l'essentiel du combat politique que nous menons. C'est pour le moins la réduire à son expression la plus médiocre ».

Choqué par l'abandon (qu'il nous prête !) des termes « pouvoir colonial, classe ouvrière guadeloupéenne, masses populaires, État ouvrier », le G.R.S. se dit « perplexe » et « aimerait entendre les camarades de C.O. s'adresser à ceux qui leur font confiance ».

Il est pour le moins surprenant qu'une organisation qui se dit marxiste et socialiste et donc qui utilise une méthode matérialiste d'analyse ou est censée le faire, porte en quelques lignes un jugement aussi péremptoire : « glissement stratégique », « abandon du terrain » etc. en se fondant uniquement sur l'utilisation de termes politiques. Le fait que nous utilisions les mots Noirs et Blancs pour définir des camps dans la lutte ne fait pas de nous des racistes ou des nationalistes. Pas plus que le fait, pour le G.R.S., d'accoler une étiquette socialiste à un certain nombre de pays (Nicaragua, Grenade, Cuba...) n'en fait réellement des États ouvriers !

Le problème c'est de savoir si sous les vocables de « Noirs » et de « Blancs », de « pouvoir blanc », d'« État des Noirs pauvres » se retrouvent le camp ou les perspectives qui sont ceux des révolutionnaires socialistes.

Pourquoi le G.R.S. estime-t-il avec tant de hauteur qu'il oppose le peuple noir au pouvoir blanc, « c'est réduire le combat politique à son expression la plus médiocre ». Pourquoi est-ce plus « médiocre » de rejeter la domination politique en tant que Noir qui prend conscience que ce pouvoir est celui des Blancs, que le faire en tant que « Guadeloupéen » contre le pouvoir colonial français par exemple ?

Ce n'est pas C.O. qui occupe le terrain « racialisé ». C'est dans la population elle-même que se développe cette conscience « raciale ». Nous n'occupons pas un terrain. Nous avons en tant que révolutionnaires comme tâche de lutter aux côtés des « masses populaires » et d'orienter leur combat dans une direction socialiste. Ce qui concrètement signifie que la lutte doit déboucher sur la construction d'un État ouvrier. Un tel État ouvrier n'est pas une abstraction, ni une figure idéale. C'est le résultat de l'engagement dans la lutte de dizaines de milliers de gens pauvres, ouvriers, chômeurs, de pauvres et des villes et des campagnes. Cette lutte doit les amener à diriger et contrôler le pouvoir politique qui naîtra de la Révolution. Ce sont des gens en chair et en os, avec leurs qualités et leurs défauts, avec leur esprit de sacrifice et leur préjugé qui donneront naissance à un tel État ouvrier. Ces masses populaires, ces masses pauvres, ces Noirs pauvres se battront pour leurs propres aspirations et avec leurs propres motivations. C'est à l'avant-garde révolutionnaire qui elle, doit avoir une conscience socialiste et qui bénéficie de la confiance de ces masses, de donner une orientation socialiste en préservant justement

jusqu'au bout toutes les chances d'intervention directe des masses dans la vie politique, et plus précisément dans l'exercice du pouvoir politique.

La première et indispensable condition du socialisme, c'est cela, c'est l'exercice du pouvoir par les travailleurs et par tous les pauvres. C'est-à-dire que c'est le pouvoir de la majorité de la population contre une minorité, les exploités.

Cette condition ne peut être remplie que si les travailleurs voient naître en leur sein un Parti Ouvrier Révolutionnaire qui dirige leur lutte et donne à celle-ci une orientation qui permet de rassembler toutes les masses pauvres derrière les travailleurs.

Sous le terme de travailleurs, les marxistes entendent généralement l'ensemble des prolétaires et des petits producteurs individuels. C'est-à-dire à la fois les salariés et les membres de la petite-bourgeoisie pauvre, paysans pauvres, artisans, petits commerçants. Le prolétariat des villes et des campagnes peut s'il dispose de son propre parti politique révolutionnaire - regrouper autour de lui tous les travailleurs et diriger leur combat.

La classe ouvrière (le prolétariat) doit alors avoir une politique s'adressant à toute la population laborieuse, à tous les pauvres. Elle doit unifier leurs aspirations et les transformer en une lutte contre l'administration coloniale.

Parler de la lutte contre le pouvoir blanc, appeler tous les Noirs à la lutte ne correspond alors qu'à une phase de la lutte.

Ce qui donne un caractère socialiste à une lutte politique contre le pouvoir en place, contre le pouvoir de la bourgeoisie coloniale, c'est la direction prolétarienne qui en est la tête.

Appeler les Noirs à lutter parce que les Noirs sont choqués ou révoltés par la domination d'un pouvoir qui apparaît comme un pouvoir blanc est alors tout à fait légitime de la part de la classe ouvrière.

Elle doit rassembler autour d'elle l'immense majorité de la population. Et cela n'a rien de très naturel, dans la mesure où la classe ouvrière se bat pour établir les fondements d'une société d'où disparaîtront les inégalités sociales et économiques. Ces transformations sociales et économiques changeront les conditions de vie matérielles et morales de l'immense majorité de la population et non pas seulement des ouvriers. C'est donc tout à fait légitimement que la classe ouvrière en appelle à tous les pauvres, à tous les opprimés et même à tous ceux qui, Noirs aisés ou riches, voudraient faire passer leur dignité d'homme avant leurs privilèges et avant leur porte-monnaie. Si ces hommes sont sincèrement anti-colonialistes, si cet anti-colonialisme n'exprime pas seulement leur désir d'accroître au détriment des possédants blancs, leur part dans le profit obtenu par l'exploitation des masses travailleuses noires, eh bien, à ceux-là, la classe ouvrière offre aussi de s'engager dans la lutte. Mais la direction de cette lutte doit appartenir à la classe ouvrière qui lui donne et sa direction et son contenu social.

C'est aussi pourquoi les révolutionnaires ont tout à fait le droit et le devoir, en s'appuyant sur « les manifestations de rejet des valeurs et de la domination coloniales (notamment par le biais racial) » (Révolution Socialiste du 17.01) de mettre en évidence la manifestation de la domination coloniale qu'est la manifestation raciale. Si le pouvoir est blanc, ce n'est pas un hasard, ni le fait que la richesse est en majorité blanche... C'est bien la situation coloniale et la situation d'oppression nationale qui rendent visible cette opposition Pouvoir blanc - Peuple noir.

Le résultat de la domination coloniale a été d'écarter de toute responsabilité politique réelle les autochtones. Car ce fut une condition indispensable pour permettre aux banquiers et aux industriels européens de piller et d'exporter en Europe les profits tirés de la colonie.

L'esclavage salarié, aggravé de la domination coloniale, exigeaient un pouvoir fort dictatorial, absolument indépendant de la population, sans liens avec elle.

Le colonisateur étant Blanc, toute son administration est donc blanche. Le pouvoir blanc est donc l'apparence visible et l'expression populaire d'un état de fait. Le racisme officiel découle tout naturellement de cette situation. Car il y a dès lors deux types de citoyens dans la colonie : ceux qui sont noirs et ceux qui ont la même couleur de peau que le pouvoir.

Les Noirs sont écartés de la direction des affaires, du pouvoir politique et même de tout poste de responsabilité technique ou même administratif.

Cette situation est donc celle qui est le plus rapidement perçue dans certaines conditions par la population noire qui oppose alors le fait qu'elle est noire et le fait que ceux qui sont le pouvoir et ont la richesse sont blancs.

Des circonstances présentes ont avivé cette prise de conscience raciale : aggravation de la crise en France même, croissance de la communauté blanche aux Antilles, dégradation de la situation économique aux Antilles... L'évolution de ce sentiment racial conduit une fraction croissante de la population, en particulier des jeunes, à rejeter toute domination blanche. Pourquoi un peuple noir accepterait-il d'être dirigé par des Blancs ? Après tout, une communauté d'hommes a le droit de réclamer que ceux qui la dirigent soient issus de ses rangs. A leur façon, c'est ce qu'expriment ceux qui disent « Nous ne voulons pas être dirigés par des Blancs ni au travail, ni nulle part ».

« Conscience raciale » ! Oui, mais elle débouche sur une remise en cause du pouvoir colonial. « Conscience raciale », c'est le premier pas de la conscience nationale. Mais pour nous socialistes, cela ne vaudra pas dire que nous serons plus satisfaits de cette « conscience nationale ». Cela nous fera savoir que la lutte contre le pouvoir en place va s'élargir. Il s'agit, en face de cette conscience raciale et de cette conscience nationale, de donner un contenu à la lutte qui ne soit ni racial, ni national. Il s'agit de lui donner une forme, une orientation et un contenu qui permettent de créer les premières conditions du socialisme. Et en particulier, la première d'entre elles : le pouvoir des travailleurs.

Ceux qui s'engagent aujourd'hui dans « le rejet des valeurs et de la domination coloniales (notamment par le biais racial) » n'ont pas tort de contester une telle domination - y compris par le biais racial. C'est l'administration coloniale qui a voulu que son pouvoir ait une apparence « blanche ». Pourquoi la population, qui est noire, n'aurait-elle pas le droit d'en être choquée et de se battre contre cela ?

De plus, le problème des révolutionnaires n'est pas de choisir les formes de luttes et le biais que peuvent prendre les luttes des peuples. Il est d'y participer et de les orienter dans le sens socialiste.

L'État ouvrier ne s'est pas « réduit pour nous à l'État des Noirs ». Dans le texte cité (lettre ouverte au G.L.A.) nous disons clairement ceci :

« Nous voulons un pouvoir noir que nous opposons au pouvoir blanc raciste et colonia-

liste ». Ce qui définit notre position anti-colonialiste, et nous ajoutons : « ... mais nous voulons un pouvoir noir qui sera indépendant des riches et des Blancs. Nous voulons un pouvoir des Noirs pauvres. »

Nous pourrions citer d'autres textes d'aujourd'hui et d'hier.

Le G.R.S. confond deux problèmes. Il y a d'une part la nécessité de la propagande des idées socialistes destinées à éduquer une avant-garde qui doit être socialiste dans toutes ses conceptions et il y a le problème de fournir une politique aux masses laborieuses éveillées à la vie et à la lutte politiques.

Il s'agit d'offrir une politique qui mobilise des masses très larges qui pourront alors porter des coups plus efficaces contre le pouvoir et prendre ainsi toujours plus conscience de leurs propres forces et des possibilités que peut offrir leur propre action.

La propagande des idées socialistes ne peut pas remplacer la définition et l'application d'une politique qui réponde aux besoins actuels des masses. Il faut donner des réponses aujourd'hui sur ce qui éveille maintenant et qui fera bouger demain des milliers ou de dizaines de milliers de gens. C'est une indispensable condition pour être ou tenter d'être l'avant-garde socialiste.

Nous, révolutionnaires, sommes-nous pour que les Noirs dirigent leur pays eux-mêmes ? Oui.

Mais tous les Noirs ont-ils les mêmes intérêts ? Non. Il y a parmi les Noirs des riches et des pauvres, des exploités et des exploités. Il y a des privilégiés Noirs.

Les travailleurs doivent-ils rejeter un privilégié Noir ou un riche Noir qui veut lutter contre le pouvoir blanc parce que sa dignité d'homme l'y pousse ?

Non, les travailleurs ont intérêt à le rallier à la lutte. Mais il doit savoir que cette lutte n'est pas destinée à lui offrir, à lui et à ses semblables, de nouveaux privilèges repris aux Blancs ou pour conserver les siens ou sa possibilité d'exploiter les pauvres. A lui de choisir entre la dignité et le porte-monnaie.

Le « pouvoir Noir » répond-il à tout ce que veulent les pauvres, même confusément ?

Non, il faut un « Pouvoir des Noirs pauvres », des Noirs prolétaires. Car seul ce pouvoir pourra poser les fondations d'une société sans exploitation et sans oppression.

Nous participons au combat des Noirs pauvres. Nous les appelons, eux les Noirs pauvres, eux les Noirs prolétaires, à s'organiser pour être en tête du combat pour leur nouvelle émancipation. Il ne s'agira pas seulement de remplacer un Pouvoir Blanc par un Pouvoir Noir. Il faut un Pouvoir indépendant, mais indépendant aussi bien des Blancs que des Noirs riches.

Au travers de la prise de conscience raciale actuelle que le GRS ne peut évidemment nier (voir citation), nous posons et répondons aux problèmes fondamentaux de toute lutte politique tels qu'ils doivent être abordés par des socialistes révolutionnaires dont le camp est fondamentalement celui des opprimés et des exploités, celui des pauvres d'une façon générale.

Le problème n'est pas de notre côté, mais bien de celui du G.R.S. qui, face aux « manifestations de rejet des valeurs et de la domination coloniales (notamment par le biais racial) », n'a pas de politique. Car répéter les grandes lignes de son programme ou des formules toutes faites du programme socialiste, ce n'est pas cela avoir une politique.

## ERRATUM

ERRATUM : Dans l'article « A propos du communiqué du GLA », paru dans le précédent N° de C.O., une erreur nous a fait écrire :

« Le GLA n'envisage pas la lutte contre l'oppression coloniale comme l'action d'un groupe ou d'un futur Front... ».

Il fallait lire :

« Le GLA envisage la lutte contre l'oppression coloniale comme l'action d'un groupe ou d'un futur Front... »

## RÉUNION PUBLIQUE A FORT-DE-FRANCE

Jeu 12 février

• « Pour un État des Noirs pauvres indépendant des Blancs et des riches » : une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

• Un camarade de Guadeloupe, MAX CÉLESTE, prendra la parole.

## ÉDITORIAL (suite)

mes d'activités, de toutes les luttes menées parmi la population travailleuse elle-même.

Une simple action terroriste menée en frappant isolément aussi bien des représentants des classes dominantes que d'autres travailleurs tout simplement parce qu'ils sont français ou blancs n'aboutirait qu'à des actes contraires aux intérêts des travailleurs noirs eux-mêmes.

La lutte sous toutes ses formes et la lutte violente elle aussi sous différentes formes ne préparent, n'éduquent, ne libèrent les travailleurs et toute la population des pauvres qu'à la condition que ceux-ci s'en chargent eux-mêmes.

Les militants qui veulent sincèrement un changement révolutionnaire, qui sont au G.L.A. ou dans tout autre groupe terroriste ou ceux qui sont tentés par cette voie doivent se poser ces problèmes.

Comment l'action terroriste clandestine

sans lien avec la population laborieuse pourrait-elle déboucher sur une véritable libération du peuple ?

Ceux qui veulent une telle libération du peuple ne peuvent que se donner les moyens pour que leur action permette au peuple de se libérer lui-même.

Les véritables révolutionnaires ne « libèrent » pas le peuple, ils lui fournissent les moyens organisationnels et politiques de se libérer lui-même. Y compris s'il faut poser le problème au niveau des actes plus que des paroles. A tous les niveaux, les travailleurs peuvent agir. Et quand des militants s'attribuent (et annoncent par avance qu'il s'attribueront) le rôle d'armée qui agit au nom du peuple (communiqué du G.L.A. et du Napalm) il y a toutes les « chances » que leur action se développe en-dehors du peuple et aboutisse à un pouvoir qui ne sera pas celui du peuple.

La simple affirmation qu'on est au service de son peuple ne suffit pas pour que cela soit vrai. Le meilleur moyen pour cela, c'est que les formes d'actions choisies et les formes d'organisation (même clandestines) permettent au « peuple » d'agir pour son propre compte et de contrôler et d'influencer ceux qui parlent en son nom.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728